L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 2 DECEMBRE 1876.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN. 2 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 17 et 19 rue Peters, groceries, vieux vins et liqueurs, tabac, cigares, etc.

SPECTACLES.

Samedi, 2 décembre 1876.

VARIÉTÉS—A midi et le soir.—Our American Cousin.

ACADÉMIE—A midi, Maud Muller ; le soir, Ticket of Leave Man.

Les fonds de la Louisiane en danger.

Nous avons tout lieu de croire que si les radicaux, qui ont le maniement des deniers publics en Louisiane, sont obligés de quitter la place au mois de janvier prochain, on trouvera une terrible confusion dans les comptes et probablement des déficits dans la plus grande partie des caisses. Les fonds d'école se seront évaporés comme cela a déjà eu lieu dans un grand nombre de paroisses ; les fonds de police qui ont déjà maigri considérablement, seront introuvables ; le nombre des collecteurs de taxes qui n'auront pas régié et ne pourront régler leurs arriérés ne sera pas mince, et, enfin, l'on s'apercevra que les fonds d'intérêt et autres qui devaient se trouver en caisse, seront absents pour cause de virements ou d'emplois non prévus par la loi. Bref, il faudra s'attendre à trouver en moins dans les différents services quelques centaines de mille piastres. Ce sera le dernier coup de bourse des carpet-baggers avant de boucler leurs malles.

L'honnête W. P. Kellogg, qui affectait de fonder sa réputation de financier sur le mocké de sa conversion de la dette d'Etat, pourrait bien s'en aller complètement dépouillé de ses lauriers. Le public a déjà été édifié sur la moralité des opérations du bureau de conversion, par le rapport fait à la dernière session législative.

Nous en savons déjà long sur les tripotages du ring qui a fait convertir des bons frauduleux pendant la période obscure, où aucune comptabilité n'était tenue de façon à ce qu'il ne restât aucune trace des fraudes commises au préjudice de l'Etat, et nous en apprendrons probablement beaucoup plus.

Le refus persistant de Kellogg de réunir le bureau de conversion pour convertir trois millions de Bons actuellement dans les mains de maisons de cette ville, représentant des porteurs étrangers, ne repose sur aucun motif plausible et est plus que suspect.

Il y a une forte présomption de croire que les fonds collectés depuis 1873 pour couvrir l'intérêt de la somme de quinze millions, maximum autorisé de la dette d'Etat après conversion, ont été en partie dilapidés ou employés dans un but politique. Nous ne pensons pas nous tromper en affirmant que c'est sur ces fonds qu'ont été prises les sommes dépensées par les radicaux en 1874, pour leur lutte contre la ligue blanche, leur fonds de corruption électorale et le paiement de tous leurs soutiens ordinaires et extraordinaires.

C'est sur ces fonds encore probablement qu'ils ont pris l'argent nécessaire pour réorganiser leur parti en 1876, payer leurs nombreux agents, solder les clubs radicaux et acheter quantité de consciences vénales.

Voilà pourquoi M. Kellogg ne se soucie pas de convertir actuellement trois millions de Bons de plus, dont l'intérêt devrait être payé en janvier prochain, parce qu'il lui reste à peine de quoi faire face à l'intérêt des Bons déjà convertis, dont le montant, en nouveaux titres, ne s'élève encore, cependant, qu'à $9,318,300, tandis que depuis 1873, l'Etat a dû collecter une taxe suffisante pour représenter l'intérêt de quinze millions.

Nous croyons que nos gouvernants seraient en peine de justifier de l'emploi de la différence considérable entre l'intérêt perçu et l'intérêt à payer, qu'ils ont encaissée annuellement depuis 1873. Cette différence est de plus d'un tiers, or la proportion des taxes d'Etat non payées est loin d'être aussi forte.

Le Trésorier d'Etat quand on l'interrogera, assure qu'il y a assez d'argent au trésor pour faire face à l'intérêt des Bons qui pourront être convertis, mais d'autres personnages officiels qui doivent savoir à quoi s'en tenir sur l'encaisse réellement existant entre les mains de l'agent fiscal, déclarent que si l'on convertit de nouveaux Bons, il sera impossible de payer tout l'intérêt en janvier. On suppose que c'est là le véritable motif du refus de Kellogg d'assembler le bureau. Peut-être aussi attend-il le résultat de la crise électorale pour prendre une détermination, suivant que le gouvernement restera aux radicaux ou passera aux démocrates. Si cette dernière hypothèse se réalise, plus d'un radical s'écriera comme Bilboquet dans les *Saltimbanques* "sauvons la caisse."

Quoiqu'il en soit, les représentants des porteurs de Bons étrangers sont en droit, d'après le texte formel de la loi, d'exiger la conversion de leurs Bons. Ils ont adressé, sous forme de lettre collective, une sommation à Kellogg d'avoir à réunir le bureau de conversion. La lettre a été remise le 14 novembre et depuis cette date Kellogg n'a fait que des réponses verbales évasives et dilatoires, cherchant à gagner du temps. Les signataires de cette lettre expriment la crainte que Kellogg ne veuille appliquer au paiement de l'intérêt de janvier des Bons déjà convertis, des sommes existant au crédit du fonds d'intérêt de 1874 et 1875 et qui sont destinées à couvrir les intérêts arriérés qui seront dus aux porteurs de Bons après conversion.

L'intérêt arriéré sur les trois millions de Bons à convertir serait de 17 1/2 pour cent sur $1,800,000 soit $315,000. L'intérêt semi-annuel de 3 1/2 pour cent sur $9,318,300 de Bons consolidés, est, d'un autre côté, de $326,000. Cela ferait un total de $641,000 à payer. La première somme doit être prise en partie sur les fonds perçus de 1873 à 1875 et en partie sur les collections de cette année, tandisque la dernière ne doit être prise que sur les collections de l'année.

Or, que sont devenues les collections de l'année ? Voilà ce que Kellogg et Dibble pourraient nous dire mais ce que nous ne savons pas. Si au lieu de $641,000 Kellogg n'en a que $326,000 il préfère les appliquer à l'intérêt des Bons déjà consolidés afin de maintenir le cours de ces valeurs que lui et ses amis ont intérêt à soutenir.

Mais les porteurs de Bons à convertir n'entendent nullement être sacrifiés et ne veulent pas se laisser plus longtemps berner par Kellogg, et ils se proposent d'employer tous les remèdes légaux pour protéger leurs droits. Le voile qui recouvre les manipulations financières de Kellogg sera déchiré avant peu.

SI VOUS ETES HEUREUX—VOUS POURREZ GAGNER $50,000 AVEC $20. GRAND TIRAGE EXTRA LUNDI PROCHAIN.

— Cherchez vous une botte imperméable, allez à la Maison Ste-Anne.

C'EST LA QU'EST LE BON MARCHÉ. — Je vous conseille de nouveau, si vous avez à faire une emplette de meubles, d'aller chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Perdido et Remparts où vous trouverez à des prix comparativement minimes, eu égard à l'élégance, la nouveauté et la solidité, tous les meubles dont vous pouvez avoir besoin, pour salon, salle à manger et chambres à coucher.

—Plus de rhume, si on se chausse à la Maison Ste-Anne.

L'histoire d'Elisa Pinkston.

Nous ne savons quel est le dramaturge radical qui s'est chargé de la direction de "l'ouvrage Elisa Pinkston", mais franchement, nous devons dire qu'il n'est pas habile. L'incident ajouté à la scène devant le bureau, d'une visite à Elisa par deux de ses soi-disant bourreaux, est d'une invraisemblance qui va jusqu'à l'absurde.

Le *Républicain* d'hier publie quatre affidavits d'Elisa Pinkston, d'une autre négresse Cora Williams, d'une Mme Jones et d'un nommé Dow Hunley, tous résidant dans la même maison rue Gravier 292. D'après ces affidavits M. Hugh Young, de Onachita, son frère le Dr Young et M. Joe Swan seraient allés mardi 28 novembre, entre huit et neuf heures du soir à la maison de la rue Gravier 292.

Hugh Young serait seul entré et aurait parlé à Cora en tenant sa main derrière son dos comme prêt à tirer une arme. Il aurait fait quelques menaces vagues à Cora et se serait retiré en disant qu'il reviendrait. Hunley déclare que suivant son idée, il voulait faire sortir Elisa pour la tuer, et Elisa dit [illegible] qu'il était jetée à bas de son lit et avait [illegible] du escalier.

Lors même que vingt personnes ne seraient pas prêtes à attester que le Dr. Young et M. Swan sont restés toute la soirée au comité central démocrate, les déclarations de ces femmes devraient être considérées comme mensongères. Si, en effet, Young et Swan eussent été coupables de complicité dans le meurtre de Pinkston, que pouvaient-ils gagner, après la déposition d'Elisa Pinkston, à la vuste racontée par celle-ci et Cora. Ils ne pouvaient qu'empirer leur situation.

Le plus simple bon sens leur prescrivait de s'abstenir d'une démarche de ce genre et quand à l'intention attribuée à Hugh Young, d'avoir voulu assassiner Elisa, elle est absurde et ridicule car un pareil assassinat eût confirmé les accusations de celle-ci.

Nous ne pouvons voir dans cet épisode ajouté après coup à la scène montée devant le Bureau des retours, qu'une maladroite superfétation qui indique que toute cette affaire n'est qu'un coup monté pour produire sensation. Mais qui veut trop prouver, ne prouve rien, et les auteurs de cette mauvaise comédie ont tellement surfait leurs scènes qu'ils ont laissé voir toutes leurs ficelles. L'odieux de cette misérable farce rejaillira sur ceux qui l'ont inventée.

LES LETTRES QUI NE SONT PAS ARRIVÉES A NEW YORK. — M. Parker recevant, depuis plusieurs jours, beaucoup de plaintes au sujet des lettres qui furent mises au bureau de poste de notre ville, le 23 du courant, pour New York, et ne sont pas arrivées à destination, a demandé l'explication du fait, par voie télégraphique, au maître de poste de New York; qui vient de lui adresser la dépêche suivante :

" Votre malle du 23 A, probablement, été détruite par le feu, le 26 au matin, avec un waggon de bagages, à la station Patuxent, du chemin de fer Baltimore et Potomac.

T. L. JAMES.

ACHETEZ MAINTENANT. N'ATTENDEZ PAS. VOUS N'AVEZ QUE QUELQUES JOURS. GRAND TIRAGE EXTRA. GROS LOT. $50,000.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Ce n'est pas notre faute si nous sommes obligés de nous répéter, car chaque représentation de M. Sothern est pour lui l'objet de nouveaux applaudissements et de nouvelles ovations. L'éloge devient monotone quand il est souvent formulé, mais le moyen d'en agir autrement avec l'excellent comédien anglais! Comme il n'offre pas la moindre prise à la critique, nous nous bornerons à dire que " Our American Cousin " sera donné en matinée aujourd'hui, samedi, et que la même pièce sera répétée le soir.

ASSOCIATION DRAMATIQUE ORLÉANAISE. —Nous rappelons à nos lecteurs et à nos lectrices que la représentation au bénéfice de la bibliothèque de cette sympathique et populaire société dramatique, a été fixée à demain, dimanche, 3 décembre.

Le contrôle sera ouvert, à l'opéra, aujourd'hui et demain de neuf heures à quatre heures pour la remise des places numérotées.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Malgré le froid piquant d'hier soir, un public nombreux avait répondu à l'appel de Mlle Geneviève Rogers et s'était donné rendez vous à l'Académie pour lui prodiguer ses applaudissements et ses bravos à l'occasion de bénéfice de la charmante artiste. Celle-ci a été ce qu'elle était la veille, ce qu'elle était à son début, c'est-à-dire qu'elle a été excellente d'un bout à l'autre de son rôle. Ceux qui assisteront aujourd'hui à la matinée de l'Académie entendront Maud Muller. La représentation de demain, dimanche, mettra fin à l'engagement de Mlle Rogers. Nous espérons que les habitués de l'Académie y seront tous pour lui faire leurs adieux.

—New England Shoe Agency.

DISSOLUTION ET FORMATION DE SOCIÉTÉ.—On verra par un avis inséré plus loin que les deux anciennes maisons Chaffraix & Agar à la Nouvelle-Orléans, et Durruty, Chaffraix & Co, à la Havane, sont dissoutes et qu'elles sont remplacées par la nouvelle maison "Agar & Lelong" qui continuera les affaires de l'ancienne, Mr D. A. Chaffraix restant commanditaire de la nouvelle société. Ce changement de raison sociale ne peut donc nuire en rien aux relations si étendues de la première soit avec l'Europe soit avec l'Amérique du Sud, puisqu'il réunit tous les éléments de succès qui les avait créées. La nouvelle combinaison aura conséquemment les mêmes avantages et la même prospérité

—Maison Ste-Anne.

Le Dr. Sydney Davieson, propriétaire du Musée d'Anatomie de St-Louis, vient d'arriver à la Nile-Orléans où il se propose de faire un cours public sur les maladies nerveuses. Le Dr. Davieson est l'auteur de plusieurs ouvrages très estimés. Il peut être consulté tous les jours à son bureau, No. 9 rue des Remparts. Voir l'annonce.

—Voulez-vous un beau soulier, allez à la Maison Ste-Anne.

BIJOUTERIE.—M. A. Bonnet, un de nos bijoutiers les plus en renom, est arrivé à la Nile-Orléans, de retour d'Europe où il était allé pour choisir lui-même un assortiment de bijouterie de choix. Il en est revenu avec de véritables merveilles de goût et d'élégance qu'il vendra à des prix très modérés. Les clients de la maison A. Bonnet, 66 Royale, feront bien d'aller jeter un coup-d'œil sur le nouveau stock qui y sera incessamment exposé. L'approche des fêtes de fin d'année rend d'ailleurs presque obligatoire une visite aux magasins de bijouterie.

DANS 2 JOURS LE GRAND TIRAGE EXTRA. ACHETEZ VOS BILLETS TOUT DE SUITE.

—Corine, Armantine, Andalouse, bottes nouveaux genres à la Maison Ste-Anne.

—Le Grand-Conseil de la République désavoue vient d'être réélu. Les électeurs ont unanimement choisi leurs délégués parmi les candidats républicains. Pas un seul candidat indépendant n'a été élu. MM. James Fazy, Ch. Vogt, Turrettini, Gustave Ador eux-mêmes ont été désavoués et définitivement éliminés.

L'esprit public au Nord.

Le césarisme dénoncé.

Le *Times* a publié hier soir dans un extra les dépêches spéciales suivantes :

New York, 1er décembre 1876.

Le *Herald* de ce matin renouvelle avec plus d'emphase encore, son avertissement contre le césarisme. Sous le titre " Où va le président Grant, " il demande : " Quel motif peut-il avoir de violer la Constitution comme il l'a fait d'une façon si publique dans la Caroline du Sud ?"

" Cela ne fait guère de différence pour lui que M. Hayes ou M. Tilden soit le président des Etats-Unis ? S'il se propose de se retirer tranquillement dans la vie privée, son intervention injustifiable dans la Législature de la Caroline du Sud est une énigme à moins qu'il n'ait quelques desseins ultérieurs qui ne sont pas encore avoués.

" Notre opinion sur le caractère du Président et notre appréciation de son ambition qui nous eut engagé à mettre le pays en garde contre le danger du césarisme, n'ont pas été formées à la légère et n'ont pas changé."

[illegible] Chambre pour Tilden, et il semble que Grant, dans cette éventualité, emploiera l'armée pour se maintenir en fonctions comme président ; ou, ce qui est la même chose, pour s'établir dictateur ou empereur.

Dans son propre langage, la principale cause d'anxiété dans cette conjoncture est le fait que le pays n'a pas la confiance que le Président Grant s'abstiendra d'employer l'armée en violation de la Constitution.

Ce qui a été fait à Columbia jeudi, montre clairement qu'il n'a pas de scrupules sur l'emploi des troupes. S'il est prêt à violer la Constitution dans la Caroline du Sud, quelle garantie pouvons-nous avoir qu'il ne la foulera pas aux pieds partout ?

S'il s'abstient pas à se servir de l'armée illégalement pour soutenir un homme comme Chamberlain, pourquoi hésiterait-il à l'employer pour lui-même ?"

Cet article est publié avec double interligne et occupe une colonne et demie.

Deux des meilleurs articles publiés sur le Césarisme le 5 juillet et le 7 juillet 1872 sont reproduits en entier dans le fond, et dans tout le corps du journal on trouve en italiques des phrases comme celle-ci : "Savoir si le Césarisme doit être la prochaine chose à décider est une sérieuse question ?"

L'*Evening Post* continue à dénoncer en termes très forte l'intervention militaire. Sous ce titre " les déclarations contradictoire du juge Ruger" il dire ce soir, après avoir décrit les hésitations de Ruger jeudi " ces déclarations contradictoires du Juge Ruger mettent en pleine lumière la monstrueuse absurdité des opérations militaires récentes dans la Maison d'Etat de Columbia."

L'article se termine ainsi : "Les républicains peuvent-ils bien donner aux démocrates l'avantage qu'ils viennent de leur donner dans la Caroline du Sud ? Les républicains peuvent-ils bien non seulement se mettre dans leur tort mais encore s'y mettre d'une façon ridicule ?"

Le *Graphic*, cette après midi a une dépêche de Washington qui dit : "On assure que le Président a dit que les ordres en vertu desquels le général Ruger agissait, n'autorisaient pas un acte aussi inconstitutionnel ?"

On dit aussi que le général Sherman a exprimé la même opinion que le Président.

Je tiens de bonne source républicaine que le programme arrêté primitivement de compter Hayes comme élu, à tout risque, a été abandonné, par crainte de l'indignation populaire dans tout le Nord, et que le vote soit de la Floride, soit de la Louisiane sera donné à Tilden. C'est peut-être la réception de cette nouvelle qui a causé le découragement remarqué chez les républicains.

W. E. S.

—St-Ann Shoe Store.

N'ATTENDEZ PAS. PROCUREZ VOUS VOS BILLETS. IL NE RESTE QUE QUELQUES JOURS. TIRAGE EXTRAORDINAIRE LUNDI PROCHAIN.

—La liquidation des chaussures, échantillons centenaires, ne s'opère qu'à la Maison Ste-Anne.

Appel en faveur des victimes de l'incendie.

Un épouvantable incendie vient de réduire en cendres les résidences de près de 200 familles. Un millier de personnes ont vu détruire les toits qui les abritaient, leur mobilier, leurs effets personnels. Pour un grand nombre d'entr'elles c'est une perte irréparable, car les ressources leur manquent complètement.

Nous connaissons trop les sentiments d'humanité de notre population pour douter un instant que les mesures les plus prompteses et les plus actives ne soient prises pour procurer aux victimes de l'incendie des abris, des vêtements et les moyens de subvenir aux premiers besoins.

La pensée de secourir les incendiés a dû venir simultanément à plusieurs personnes. En même temps que nous parvenait de l'Association Dramatique Orléanaise la lettre que nous publions ci-dessous, nous recevions la visite de l'honorable Jules Aldigé qui venait nous entretenir de la nécessité de former un comité chargé de recueillir des souscriptions.

Nous ferons la suggestion que ce comité reçoive des dons en nature aussi bien qu'en argent. Des vêtements, du linge, des meubles, des provisions peuvent être facilement donnés et serviront efficacement à pourvoir aux plus pressants besoins des incendiés. Nous rappellerons que la promptitude dans les secours, dans un cas pareil, en double le prix, nous engageons donc tous ceux de nos concitoyens qui veulent participer à l'œuvre d'assistance en faveur de nos malheureux concitoyens, à s'entendre le plus promptement possible pour rendre les secours immédiats et efficaces.

Voici la lettre que nous adresse la direction de l'association dramatique orléanaise.

Nile-Orléans, 1er décembre 1876.

Messieurs Defour et Limet :

Messieurs,

Un immense incendie est venu aujourd'hui désoler notre ville, éprouvée déjà si cruellement. Ce sinistre a jeté dans la rue de nombreuses familles, a réduit à la mendicité, peut-être, des femmes et des enfants. En face de cette catastrophe, l'Association Dramatique Orléanaise se rappelle qu'elle est avant tout une société charitable et qu'en pareil cas elle doit secourir les malheureux ; si, comme elle l'espère, un nombre de moyens se forme, elle se met entièrement à la disposition de ce comité et lui offre une représentation extraordinaire dont le produit serait répartiens les plus heureux qui viennent d'être frappés si douloureusement.

Nous espérons, messieurs, que vous voudrez bien nous aider dans l'accomplissement d'une œuvre qui serait certainement les sympathies de notre public, dont vous connaissez l'infaillible générosité.

Croyez, messieurs, à nos meilleurs sentiments.

Pour la direction de l'Association Dramatique Orléanaise,

Le président, A. BONNECAZE.

—Chaussures de saison haute nouveauté, coupe Belge, Parisienne et Hongroise, à la Maison Ste-Anne.

L'ENLÈVEMENT D'UN BANQUIER. — M. John Rose, banquier anglais, domicilié à Palerme, vient d'être enlevé de la manière la plus audacieuse, en plein jour, près de la porte de Lercara.

Le *Procureur* raconte le fait en ces termes :

Hier matin, deux des frères Rose, banquiers anglais, établis depuis longtemps à Palerme, se rendaient à Lercara par le premier train. Arrivés à la gare, l'un monté en voiture avec un ingénieur ; l'autre, le plus jeune, John, prenait soin son cheval, qu'il avait quitté l'entrée du wagon à la gare, probablement par un télégramme. Impromptu !

Le long de l'hortiste rouge qui conduit de la gare au village, quatre hommes armés, dont deux à cheval, arrêtaient le voiturier et demandaient aux deux voyageurs leurs passeports. Tous deux répondirent qu'ils n'étaient ingénieurs. Les quatre individus [illegible] M. John Rose et lui demandèrent son nom. Il répondit qu'il était Rose. Les brigands lui ordonnèrent de les suivre. Un seul candidat indépendant n'a été élu. MM. James Fazy, Ch. Vogt, Turrettini, Gustave Ador eux-mêmes ont été définitivement éliminés.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

GRAND INCENDIE.

Destruction de 180 maisons dans la Sue Sérieux.

Cette nouvelle et désastreuse conflagration n'étonnera personne pour ceux dans les rues vaste périmètre de la ville l'ont manqué tout à fait. Ce qui pourrait étonner, c'est que ces destructions n'arrivent pas plus souvent et qu'elles ne soient pas plus terribles, car le feu, dans des endroits, se [illegible] et des vents forts, va et il vent et s'arrête pour aller dire tout seul. Mais il y a de bonnes [illegible] et de larges avenues qui [illegible] de contenir le feu arrivé là, à moins qu'il ne soit poussé par un vent violent, exprès de lui même devant les arbres et la verdure.

Hier matin, sur les 7 heures, le feu a été découvert dans une maison de bois rue Columbus, entre Claiborne et Robertson, et comme il faisait un vent du nord assez blanc, les flammes se sont dirigées vers le sud-est [illegible] ordinaire.

En dépit des efforts des départements des pompes, rendus immédiatement par la direction d'eau, le feu a gagné, presque en un instant la rue Robertson, brûlant tout jusqu'à la rue Roberts, à l'extrémité d'une maison restée debout [illegible] au coin des rues Robertson et Villiers.

[illegible] Chambre pour Tilden, et il semble que Grant, dans cette éventualité, emploiera l'armée pour se maintenir en fonctions comme président ; ou, ce qui est la même chose, pour s'établir dictateur ou empereur.

Dans son propre langage, la principale cause d'anxiété dans cette conjoncture est le fait que le pays n'a pas la confiance que le Président Grant s'abstiendra d'employer l'armée en violation de la Constitution.

Ce qui a été fait à Columbia jeudi, montre clairement qu'il n'a pas de scrupules sur l'emploi des troupes. S'il est prêt à violer la Constitution dans la Caroline du Sud, quelle garantie pouvons-nous avoir qu'il ne la foulera pas aux pieds partout ?

S'il s'abstient pas à se servir de l'armée illégalement pour soutenir un homme comme Chamberlain, pourquoi hésiterait-il à l'employer pour lui-même ?"

Cet article est publié avec double interligne et occupe une colonne et demie.

Deux des meilleurs articles publiés sur le Césarisme le 5 juillet et le 7 juillet 1872 sont reproduits en entier dans le fond, et dans tout le corps du journal on trouve en italiques des phrases comme celle-ci : "Savoir si le Césarisme doit être la prochaine chose à décider est une sérieuse question ?"

L'*Evening Post* continue à dénoncer en termes très forte l'intervention militaire. Sous ce titre " les déclarations contradictoire du juge Ruger" il dire ce soir, après avoir décrit les hésitations de Ruger jeudi " ces déclarations contradictoires du Juge Ruger mettent en pleine lumière la monstrueuse absurdité des opérations militaires récentes dans la Maison d'Etat de Columbia."

L'article se termine ainsi : "Les républicains peuvent-ils bien donner aux démocrates l'avantage qu'ils viennent de leur donner dans la Caroline du Sud ? Les républicains peuvent-ils bien non seulement se mettre dans leur tort mais encore s'y mettre d'une façon ridicule ?"

Le *Graphic*, cette après midi a une dépêche de Washington qui dit : "On assure que le Président a dit que les ordres en vertu desquels le général Ruger agissait, n'autorisaient pas un acte aussi inconstitutionnel ?"

On dit aussi que le général Sherman a exprimé la même opinion que le Président.

Je tiens de bonne source républicaine que le programme arrêté primitivement de compter Hayes comme élu, à tout risque, a été abandonné, par crainte de l'indignation populaire dans tout le Nord, et que le vote soit de la Floride, soit de la Louisiane sera donné à Tilden. C'est peut-être la réception de cette nouvelle qui a causé le découragement remarqué chez les républicains.

W. E. S.

—St-Ann Shoe Store.

N'ATTENDEZ PAS. PROCUREZ VOUS VOS BILLETS. IL NE RESTE QUE QUELQUES JOURS. TIRAGE EXTRAORDINAIRE LUNDI PROCHAIN.

—La liquidation des chaussures, échantillons centenaires, ne s'opère qu'à la Maison Ste-Anne.

Appel en faveur des victimes de l'incendie.

Un épouvantable incendie vient de réduire en cendres les résidences de près de 200 familles. Un millier de personnes ont vu détruire les toits qui les abritaient, leur mobilier, leurs effets personnels. Pour un grand nombre d'entr'elles c'est une perte irréparable, car les ressources leur manquent complètement.

Nous connaissons trop les sentiments d'humanité de notre population pour douter un instant que les mesures les plus prompteses et les plus actives ne soient prises pour procurer aux victimes de l'incendie des abris, des vêtements et les moyens de subvenir aux premiers besoins.

La pensée de secourir les incendiés a dû venir simultanément à plusieurs personnes. En même temps que nous parvenait de l'Association Dramatique Orléanaise la lettre que nous publions ci-dessous, nous recevions la visite de l'honorable Jules Aldigé qui venait nous entretenir de la nécessité de former un comité chargé de recueillir des souscriptions.

Nous ferons la suggestion que ce comité reçoive des dons en nature aussi bien qu'en argent. Des vêtements, du linge, des meubles, des provisions peuvent être facilement donnés et serviront efficacement à pourvoir aux plus pressants besoins des incendiés. Nous rappellerons que la promptitude dans les secours, dans un cas pareil, en double le prix, nous engageons donc tous ceux de nos concitoyens qui veulent participer à l'œuvre d'assistance en faveur de nos malheureux concitoyens, à s'entendre le plus promptement possible pour rendre les secours immédiats et efficaces.

Voici la lettre que nous adresse la direction de l'association dramatique orléanaise.

Nile-Orléans, 1er décembre 1876.

Messieurs Defour et Limet :

Messieurs,

Un immense incendie est venu aujourd'hui désoler notre ville, éprouvée déjà si cruellement. Ce sinistre a jeté dans la rue de nombreuses familles, a réduit à la mendicité, peut-être, des femmes et des enfants. En face de cette catastrophe, l'Association Dramatique Orléanaise se rappelle qu'elle est avant tout une société charitable et qu'en pareil cas elle doit secourir les malheureux ; si, comme elle l'espère, un nombre de moyens se forme, elle se met entièrement à la disposition de ce comité et lui offre une représentation extraordinaire dont le produit serait répartiens les plus heureux qui viennent d'être frappés si douloureusement.

Nous espérons, messieurs, que vous voudrez bien nous aider dans l'accomplissement d'une œuvre qui serait certainement les sympathies de notre public, dont vous connaissez l'infaillible générosité.

Croyez, messieurs, à nos meilleurs sentiments.

Pour la direction de l'Association Dramatique Orléanaise,

Le président, A. BONNECAZE.

—Chaussures de saison haute nouveauté, coupe Belge, Parisienne et Hongroise, à la Maison Ste-Anne.

L'ENLÈVEMENT D'UN BANQUIER. — M. John Rose, banquier anglais, domicilié à Palerme, vient d'être enlevé de la manière la plus audacieuse, en plein jour, près de la porte de Lercara.

Le *Procureur* raconte le fait en ces termes :

Hier matin, deux des frères Rose, banquiers anglais, établis depuis longtemps à Palerme, se rendaient à Lercara par le premier train. Arrivés à la gare, l'un monté en voiture avec un ingénieur ; l'autre, le plus jeune, John, prenait soin son cheval, qu'il avait quitté l'entrée du wagon à la gare, probablement par un télégramme. Impromptu !

Le long de l'hortiste rouge qui conduit de la gare au village, quatre hommes armés, dont deux à cheval, arrêtaient le voiturier et demandaient aux deux voyageurs leurs passeports. Tous deux répondirent qu'ils n'étaient ingénieurs. Les quatre individus [illegible] M. John Rose et lui demandèrent son nom. Il répondit qu'il était Rose. Les brigands lui ordonnèrent de les suivre. Un seul candidat indépendant n'a été élu. MM. James Fazy, Ch. Vogt, Turrettini, Gustave Ador eux-mêmes ont été définitivement éliminés.

[illegible]

[illegible]

[illegible]